

« Dans la Rivière des Feuilles Tombées ». L'âge d'or des sciences des religions au Québec

*Michel GARDAZ**

Résumé : La carrière universitaire et littéraire de Guy Ménard a coïncidé avec l'âge d'or des sciences des religions au Québec. Cette discipline a fait des pas de géants dans les universités depuis la fin des années 1960. En revanche, il y a maintenant moins de programmes dans l'ensemble des universités québécoises. Est-ce à cause du déclin attribuable au facteur démographique ? Est-ce la faute de la « génération du millénaire » ? Ou des changements de modes intellectuelles (les fameux « *trends* » anglo-saxons) ? Ou de tendances macro-économiques ? De l'endettement des étudiants et des universités ? Bref, quel est l'avenir des sciences des religions au Québec ?

Mots clés : sciences religieuses, sciences humaines, programmes universitaires, économie, Canada, Québec

Vie d'un prêtre
mon nom est emporté
dans la Rivière des Feuilles Tombées.
(Matsuo Bashō, 1644–1694)

Matsuo Bashō, le grand maître du haïku, cherchait à exprimer dans ses poèmes la beauté, l'émotion et l'impermanence des choses de la vie. Impermanence et retraite se conjuguent bien. Mais ces idées se conjuguent mal avec pérennité, stabilité, permanence. En

* Michel Gardaz est professeur agrégé au département d'études anciennes et de sciences des religions de l'Université d'Ottawa.

revanche, elles se conjuguent tout aussi bien avec la notion d'un âge d'or, d'un âge révolu, un temps qui n'est plus. La carrière universitaire et littéraire de Guy Ménard a coïncidé avec ce qui maintenant apparaît être l'âge d'or des sciences des religions au Québec¹. Le professeur Ménard a porté plusieurs chapeaux, celui d'un anthropologue des religions, d'un directeur de programmes universitaires, de directeur de *Religiologiques* de 1989 à 2002, de romancier, de poète et de haïkiste postmoderne.

En ce moment de célébration (dans l'esprit d'un *Festschrift*), mon intention n'est pas de jeter un pavé dans la mare. Mais j'aimerais dire quelques mots sur l'impermanence des choses. J'avoue d'emblée souffrir du « syndrome de l'âge d'or », celui de croire qu'il y a eu une période de l'histoire des sciences des religions qui était en bien meilleure santé, vigoureuse, où tout allait pour le mieux. La « discipline » poussait jadis tranquillement dans un terroir fertile où elle se développait comme une fleur de lotus. Malheureusement, les chiffres ne trompent pas. Il y a moins de programmes et moins d'étudiants en sciences des religions dans l'ensemble des universités québécoises. Devrions-nous parler d'un déclin temporaire ? La cause de ce soi-disant déclin n'est certainement pas due à la place occupée par les diverses religions du monde dans l'actualité internationale et dans l'histoire de l'humanité. Mais qu'en est-il alors ? Est-ce que ce déclin est attribuable à des facteurs démographiques ? Ou aux changements de modes intellectuelles (les fameux « *trends* » anglo-saxons) ? Est-ce la faute de la génération des milléniaux, les boucs émissaires du moment ? De la situation économique actuelle ? De l'endettement des étudiants et des universités ? Lorsque l'on parle de déclin, on pense nécessairement à l'avenir. Mais quel est l'avenir des sciences des religions au Québec ? Dans cet article, je tenterai de répondre à ces questions en mettant en évidence la conjonction de plusieurs facteurs qui ont un impact, selon moi, sur l'avenir de notre « discipline ». Je ne prétends pas prédire l'avenir comme Cassandre, mais on peut tout de même se poser la question : les sciences des religions seront-elles emportées dans le courant de « la Rivière des Feuilles Tombées » ?

¹ J'avais évoqué l'idée de l'âge d'or des sciences des religions au Québec dans une publication antérieure (Gardaz, 2006 : 548).

« Vie d'un prêtre »

Les sciences des religions ont fait des pas de géants dans les universités québécoises depuis la fin des années 1960². Cette « discipline », créée par des Européens près d'un siècle plus tôt dans un contexte de développement scientifique sans précédent, a radicalement transformé l'étude du phénomène religieux (Alles, 2008 ; Stausberg, 2009, 2008). À une certaine époque, il y avait neuf programmes de premier cycle (dans les deux langues officielles) durant ce que l'on pourrait dorénavant considérer comme l'âge d'or des sciences des religions au Québec. Le programme de premier cycle de l'UQÀM fut mis sur pied en 1968. Le programme de maîtrise vit le jour trois ans plus tard. Le programme de 3^e cycle, lui, fut inauguré en 1988 conjointement avec l'Université Concordia. L'Université Laval s'y joignit en 2001 (Rousseau et Despland, 1988 : 39, 52).

Guy Ménard fut professeur durant la période de 1982 à 2012. Depuis ce temps, l'eau a coulé dans « la Rivière des Feuilles Tombées ». Il y a maintenant une nouvelle génération sur les bancs d'écoles, celle-ci a bruyamment manifesté sa présence lors de grèves célèbres. Les professeurs doivent maintenant s'adapter au nouveau « marché » de la génération Y (né entre 1982 et 2000)³.

² Les deux plus importantes études de l'histoire des sciences des religions au Québec sont celles de Rousseau et Despland (1988), ainsi que celle de Larouche et Ménard (2001). La première traite de l'histoire entre 1972 et 1984. La seconde contient les contributions de 36 chercheurs et chercheuses ; cette étude est la plus complète (500 pages) à ce jour. Son but principal est de faire le bilan de la recherche dans plus d'une trentaine de disciplines et de sous-disciplines et, dans un deuxième temps, d'évaluer les pistes de recherches les plus prometteuses (Larouche et Ménard, 2001 : 2).

³ Selon Garceau, les milléniaux ne vivent pas pour travailler, mais « travaillent pour vivre ». La famille, le social, les divertissements, occupent des places très importantes. Selon l'auteure, la génération Y parle peu de la carrière, car « une vie réussie est plus importante que la réussite ! » Mais qu'est-ce qu'une vie réussie selon les milléniaux ? C'est une vie familiale équilibrée, avoir un travail « intéressant », une vie de plaisirs faite d'expériences multiples. La génération des nouvelles technologies, des médias sociaux, est très différente de la précédente. L'économie sociale occupe une place très importante, car les milléniaux sont des « citoyens engagés » ; ils semblent plus intéressés à l'économie du citoyen solidaire qu'au néolibéralisme ambiant. La génération Y

Qui plus est, on parle beaucoup de l'arrivée de ces milléniaux sur le marché du travail. Selon É. Laperrière, ils représenteront environ 50 % de la force du travail en 2020 et près de 75 % en 2025. Que peut-on faire pour les intégrer adéquatement ? Selon plusieurs, il faut leur offrir des « expériences stimulantes », leur présenter des occasions de s'épanouir, d'organiser leur environnement de travail afin de faciliter les interactions sociales (Laperrière, 2016)⁴. À vrai dire, j'imagine mal les universités s'adapter aux tendances générationnelles des milléniaux. Ces derniers devront s'ajuster à la réalité du milieu universitaire et non l'inverse. Les générations précédentes avaient le même discours ; elles devaient changer elles aussi les mœurs universitaires afin que le marché du travail s'adapte à leurs « besoins ». Selon mes interactions avec les milléniaux, ceux-ci considèrent que trouver un travail est « très » important, car celui-ci est considéré comme un « investissement ». Contrairement à ce que laissent entendre certaines études, les étudiants sont forts conscients de la conjoncture économique actuelle. En fait, ils sont très préoccupés par les perspectives d'avenir du marché du travail.

Selon la brochure publiée par Klaus Schwab en marge du Forum économique mondial de Davos (2016), ces perspectives ne sont guère encourageantes. Pour le chantre de Davos, nous sommes à l'aube d'une révolution technologique – créée par l'Internet, les nanotechnologies, les développements de l'intelligence artificielle, la robotique, l'automatisation de la main-d'œuvre, etc. – qui va profondément transformer l'économie mondiale. Cette nouvelle économie sera malheureusement créatrice d'inégalités sociales – comme c'est manifestement le cas de nos jours – et frappera de plein fouet le marché du travail à l'échelle internationale. Cette transformation risque d'avoir d'importantes répercussions sur le chômage des jeunes, ce qui pourrait augmenter la grogne populaire et les tensions sociales. La jeunesse universitaire risque fort de pâtir de cette situation :

a la réputation de ne pas faire le lien entre « le résultat et le degré d'efforts ». Ces caractéristiques résumant, paraît-il, les traits généraux de la génération Y (Garceau, 2012).

⁴ Ron Srigley (2015) fait une analyse décapante de cette nouvelle génération : il présente l'envers du miroir doré de la soi-disant nouvelle réalité étudiante.

Technology is therefore one of the main reasons why incomes have stagnated, or even decreased, for a majority of the population in high-income countries ; the demand for highly skilled workers has increased while demand for workers with less education and low skills has decreased. The result is a job market with a strong demand at the high and low ends, but not a hollowing out of the middle. [...] It also explains why middle classes around the world are increasingly experiencing a pervasive sense of dissatisfaction and unfairness. A winner-takes-all economy that offers only limited access to the middle class is a recipe for democratic malaise and dereliction. (Schwab, 2016.)

Le chantre de Davos est d'avis que les innovations technologiques pourraient causer la perte de 20 millions d'emplois dans le monde : « *Those job cuts risk hollowing out the middle class, a pillar of our democracies* » (Weisenthal, 2016).

Dans une perspective plus réjouissante, une enquête menée par *Jobboom* prétend qu'il y a jusqu'à dix fois plus d'offres d'emplois que de diplômés disponibles⁵. La demande de travailleurs qualifiés :

[...] demeure forte dans les secteurs des technologies de l'information, des communications, de l'administration, de la comptabilité, de l'aérospatiale, la foresterie et les mines. Selon Emploi-Québec, pas moins d'un million de postes seront à pourvoir d'ici 2027 pour remplacer tous les départs à la retraite. (Leduc, 2014.)

On parle même de pénurie de main-d'œuvre ! Mais qu'en est-il des diplômés de sciences de religions⁶ ? Je pense en particulier à nos doctorants. Combien y a-t-il eu de nouveaux postes de

⁵ Il est à noter que ceux qui possèdent un baccalauréat « *now make 84 percent more over their lifetimes than those with only a high-school diploma* » (Carnevale, 2016).

⁶ Selon Statistique Canada, « *humanities is becoming a field of study less popular at university level since 2009* » (*Postsecondary Student Information System, 2004–2013*). Les gains moyens (en 2010) des étudiants titulaires d'une maîtrise (je n'ai pas de données pour le doctorat) dans le domaine des « études théologiques et ecclésiastiques » se chiffraient à 50 184 \$ annuellement ; ce domaine traîne à la queue du peloton de l'échelle salariale. Ceux avec le profil « arts libéraux et sciences, études générales et lettres et sciences humaines » faisaient un peu mieux sur l'échelle salariale (Frenette et Frank, 2016).

professeurs de sciences de religions menant à la permanence créés au cours des années récentes dans les universités québécoises ? Combien de postes les universités prévoient-elles combler durant les prochaines années ? Quel est le nombre de doctorants « produits » annuellement dans les universités par rapport au nombre de postes de professeurs menant à la permanence ? Et que devons-nous penser des départs à la retraite⁷, ces postes seront-ils comblés ? Les administrateurs universitaires vont-ils pourvoir ces postes ou plutôt les fermer définitivement, comme c'est le cas depuis un certain temps dans plusieurs universités ?

Lorsque qu'on se tourne vers l'extérieur du Québec, l'avenir des sciences des religions n'est guère plus reluisant⁸. Il n'y a que de rares postes menant à la permanence au Canada anglais, un peu plus sur le marché américain, mais ce marché est saturé⁹. Comme le disait Jonathan Z. Smith : « Nous formons trop de gens. Une seule université [par exemple l'Université de Chicago] forme plus de savants que le pays tout entier n'en a besoin ! » (Smith, 2014 : 192) Pendant ce temps, nos universités veulent plus d'inscriptions à leurs programmes. Quel est la responsabilité des administrateurs à « produire » ainsi des doctorants, s'il n'y a pas d'emplois de professeurs ? Par exemple, au moment de la rédaction de cet article, aucun étudiant de sciences des religions n'était inscrit au niveau du 2^e et du 3^e cycle au très prestigieux projet Nag Hammadi de l'université Laval. Est-ce la fin d'une des plus grandes épopées de l'histoire des sciences des religions du Québec ? La haute administration profitera-t-elle de l'occasion pour faire des coupures

⁷ Selon Warne, « *within the first decade of the twenty-first century approximately one-third of the faculty at Canadian universities is set to retire* » (Antes, 2008 : 35).

⁸ Selon Warne, la situation est « *bleak* », tant aux États-Unis qu'au Canada. En fait, « *there are no jobs at all to be had, or the number of qualified applicants for any given position numbered in the hundreds. The practical effect of a paralyzed job market upon academic fields and generations has been significant* » (Antes, 2008 : 34).

⁹ À cet effet, « *The number of positions advertised with AAR and SBL rose in the 2010–2011 – and held steady through the 2012–2013 –, but they declined significantly again in the 2013–2014. Candidates can expect to compete with several dozen peers, since the number of applications per position each year since 2005 averages between 42 and 95* » (Society of Biblical Literature and American Academy of Religion, 2014).

drastiques dans les programmes concernés ? S'il n'y a pas de débouchés pour les doctorants, pourquoi les étudiants s'endetteraient-ils et « perdraient-ils » des années de leur vie dans un domaine dénué de perspective d'emploi ?

Mais où travaillent donc les titulaires d'un doctorat au Canada, peu importe le domaine de spécialisation ? Selon le *Conference Board du Canada*, le nombre de doctorats décernés par les universités canadiennes a augmenté de 68 % de 2002 à 2011¹⁰. Seulement 40 % des titulaires de doctorat travaillent dans le secteur de l'enseignement postsecondaire, la majorité des autres font carrière hors du milieu universitaire. Moins d'un titulaire de doctorat sur cinq (18,6 %) devient professeur d'université à temps plein. Plus des 3/5 (ou 60 %) des titulaires de doctorat au Canada accèdent à des carrières non universitaires (*Conference Board du Canada*, 2015). Faute de mieux, plusieurs nombreux doctorants qui ne trouvent pas de travail de professeur régulier se rabattent sur les postes de chargés de cours. L'utilisation (dans certains cas abusive) de chargés de cours est un phénomène très répandu dans les universités nord-américaines. Le Conseil d'administration de l'*American Academy of Religion* a récemment publié un dossier sur la tendance à embaucher des chargés de cours au lieu de professeurs réguliers ; cette tendance apporte son lot d'irrégularités¹¹.

¹⁰ Malheureusement, on ne peut avancer ici de chiffres pour le Québec en général et de statistiques pour les sciences des religions en particulier. Selon le *Conference Board du Canada* : « Le faible taux d'obtention de doctorat du Canada semble tenir à un problème structurel dans tout le pays, car toutes les provinces produisent toujours moins de doctorats proportionnellement à la plupart des pays de comparaison. [...] D'après l'enquête, 0,88 % des adultes en âge de travailler (de 25 à 64 ans) étaient titulaires d'un doctorat en 2011 au Canada. La plus forte proportion se trouvait en Ontario et en Colombie-Britannique » (*Conference Board du Canada*, 2016). Le Québec arrive en troisième position. Celui-ci « est la seule province qui s'est améliorée par rapport aux pays comparables au Canada, puisqu'en 2010, elle était déjà passée d'un « D » à un « C » » (*Conference Board du Canada*, 2016).

¹¹ À cet effet, le *Board of Directors for the American Academy of Religion* a publié, en septembre 2015, une déclaration intitulée « Responsible Institutional Practices : A Statement on Standards Pertaining to Contingent Faculty in the Study of Religion », dont l'objectif est d'encourager des pratiques plus équitables envers le personnel d'enseignement contractuel. Voir <https://www.aarweb.org/node/2306>.

« Mon nom est emporté »

Le poids de l'endettement étudiant pèse lourd dans le portefeuille lorsqu'il s'agit d'entreprendre ou non des études universitaires. Plus de la moitié des étudiants canadiens devront s'endetter pour poursuivre leurs études. Dans la perspective des milléniaux, les études doivent être « rentables ». Les frais de scolarité représentent un obstacle non négligeable au moment de prendre la décision d'entreprendre ou non des études universitaires. Ces frais n'ont pas cessé d'augmenter au fil des années, du moins dans plusieurs provinces canadiennes. Terre-Neuve-et-Labrador est la province où les frais d'études obligatoires (à 2 660 \$) sont les plus bas au pays, tandis que la moyenne québécoise (en deuxième position) se situe à 2 779 \$. Les frais de scolarité les plus élevés (7 868 \$) sont ceux de l'Ontario, près du triple de ceux du Québec (*CBC News*, 2015). En comparaison, les frais de scolarité (au baccalauréat) du très sélect Vassar College sont de 63 280 \$ US, en résidence. Le problème de l'endettement étudiant est un problème encore plus important aux États-Unis où il y aurait 43,3 millions d'étudiants endettés, avec une dette moyenne de 27 000 \$ (Schwartz, 2015). Plus près de nous, les étudiants québécois ont cumulé une dette moyenne de « 13 180 \$ », comparativement à « 26 297 \$ » pour la moyenne canadienne, soit la moitié moins (Parent, 2015).

Il n'y a pas que les étudiants qui soient endettés. Nos universités sont à l'image de l'endettement étudiant. Les universités québécoises traversent des années très difficiles à la suite de multiples compressions budgétaires. Les universités ont vu aussi leurs subventions charcutées dans le contexte de la recherche du « déficit zéro » par de nombreux gouvernements. Aujourd'hui, les universités se trouvent dans une situation précaire, car elles doivent rendre des comptes au gouvernement. Les déficits accumulés s'élevaient à 2,9 milliards \$ au 30 avril 2014 (Salvet, 2015). Certaines universités ont dû – et doivent encore parfois – suivre des plans de redressements sévères. Par exemple, l'Université de Montréal a un déficit de « 9,4 millions sur un budget d'à peu près 700 millions ». L'Université a dû limiter les embauches de nouveaux professeurs ainsi que réduire ses dépenses administratives et « même renoncer à offrir certains cours, sans quoi elle se voyait

privée de subventions avoisinant les 50 millions de dollars, soit environ 10 % du total » (Leduc, 2016).

Signalons aussi une « tendance à la baisse » au niveau des inscriptions, ce qui ne fait rien pour colmater les brèches financières. De son côté, l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) prévoyait un autre déficit, cette fois de 12 millions pour l'année 2015–2016. La moitié de ce déficit serait attribuable « à la baisse marquée de la fréquentation ». On peut facilement imaginer que cette baisse de fréquentation, si elle se maintient, « rendra le retour à l'équilibre encore plus pénible ». Pendant plusieurs années, l'UQÀM a dû présenter des plans de redressement au gouvernement. Le fantôme de l'îlot Voyageur a longtemps hanté l'établissement (Leduc, 2016). L'Université Concordia, pour sa part, a enregistré un déficit de l'ordre de 7,4 millions. L'Université Bishop a présenté, quant à elle, le plus lourd déficit au cours de l'exercice se terminant le 30 avril 2015. Son déficit de 2,2 millions équivaut à 865 \$ par étudiant, soit trois fois plus qu'à l'Université de Montréal. Bishop a dû présenter un plan de retour à l'équilibre sur cinq ans (*ibid.*). Laval, McGill et l'UQÀM ont des déficits accumulés excédant les 345 millions de dollars. Pour l'Université Laval, le déficit équivaut à près de 12 000 \$ par étudiant. En comparaison, il n'est que de 6 900 \$ par étudiant à l'Université de Sherbrooke et de 2 350 \$ par étudiant à l'Université de Montréal (*ibid.*). À cela, il faut ajouter l'accroissement des déficits engendrés par l'amélioration des régimes de retraite des professeurs. Bref, les compressions récurrentes de plusieurs millions pendant plusieurs années ont effectivement rendu nos universités fragiles.

Les facteurs économiques risquent de mettre de la pression sur les programmes de sciences des religions¹². En d'autres mots, nous évoluons dans un environnement où l'offre et la demande jouent un rôle capital dans le marché du savoir. Le diktat des « lois du marché » pèse lourd sur les programmes universitaires « peu performants » en termes d'inscriptions. Les administrateurs universitaires réclament toujours plus d'étudiants afin de justifier

¹² Selon Warne, « *the rejection of Quebec's Catholic past has left residual suspicion of religion's worth as a subject of academic study, a problem rendered all the more acute in the face of government cutbacks to higher education* » (Antes, 2008 : 20).

leur survie. Il est assez connu à cet effet que le ministre de l'Éducation nationale du Japon a demandé il y a quelques années aux 86 universités du pays d'« accélérer la suppression des départements de sciences sociales et d'humanités ou de les transformer en départements répondant mieux aux besoins de la société ». L'idée était de se concentrer sur des domaines d'enseignement « "utiles" à l'économie » (*Figaro Étudiant*, 2015). En revanche, les universités de Tokyo et de Kyoto (les plus prestigieuses du pays) ont annoncé qu'elles n'appliqueraient pas la mesure (Maillard, 2015). Le département de sciences des religions de l'université de Stirling¹³ semble avoir vécu les mêmes pressions administratives avant d'être fermé :

The university is proposing to end religion as an honours degree subject at undergraduate level. Plans for an innovative postgraduate degree in Religion and Politics will also be scrapped, and the university's existing commitment to teach religion to Professional Education students appears to be in peril. (Ekklesia, 2016.)

Plus près de nous, y a-t-il encore d'autres départements de sciences des religions au Québec qui risquent de subir le même sort que les universités japonaises dans un avenir rapproché ? On sait qu'après d'autres programmes québécois de théologie et de sciences des religions, la faculté de théologie de l'Université de Sherbrooke a fermé ses portes et que sa contrepartie de l'Université de Montréal a perdu son statut facultaire, transformée en « institut » au sein de l'université. Que réserve l'avenir ?

« Emporté dans la Rivière des Feuilles Tombées »

Les départements de sciences des religions sont des proies faciles pour les administrateurs qui veulent couper dans les programmes universitaires. Les « sciences molles », les sciences sociales, comme on l'a vu au Japon, risquent de se retrouver tête première « dans la Rivière ». Les critiques veulent que les

¹³ Pour Fitzgerald (2000 : 10), l'un des professeurs de ce département, les sciences des religions « [are] a disguised form of liberal ecumenical theology ». En fait, cet universitaire proposait, il y a quelques années, « that religious studies be rethought and represented as cultural studies ».

universités se débarrassent des programmes qui ne sont pas adaptés au « marché », qui ne sont pas « productifs », pas « innovateurs », et qui sont en train de former une génération de chômeurs instruits comme dans plusieurs pays en développement. Les conditions économiques sont plus importantes que jamais dans la marchandisation de l'éducation. La logique économique – cette raison comptable – impose son empire.

Comme je l'ai souligné plus haut, l'impermanence se conjugue mal avec la pérennité, la stabilité, la permanence. Les programmes de sciences des religions suivent les tendances capricieuses du courant de « la Rivière ». Je m'excuse auprès de Guy Ménard et des lecteurs de cet article de jouer les trouble-fêtes en ce moment de célébration. Mais l'enjeu est important pour la prochaine génération. Le Cassandre amateur que je suis espère se tromper concernant l'avenir des sciences des religions au Québec. Les signes ne sont guère encourageants, pour le moment du moins, mais nous vivons dans l'impermanence des choses. Et les choses de par nature changent. Comme le suggérait poétiquement Matsuo Bashō dans son haïku, seul l'avenir nous dira si les sciences des religions seront ou pas « emportées dans la Rivière des Feuilles Tombées ».

Bibliographie

- ASSOCIATION CANADIENNE DES PROFESSEURES ET DES PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ. 2016. « Des atteintes à la gouvernance partagée menacent la liberté académique ». *Bulletin*. Avril.
- ALLES, Gregory D. (dir.). 2008. *Les sciences des religions dans le monde / Religious Studies : A Global View*. Londres : Routledge.
- ANTES, Peter, Armin W. GEERTZ et Randi R. WARNE. 2008. *New Approaches to the Study of Religion*. Volume 1. Berlin : Gruyter.
- CARNEVALE, A. 2016. « College Still Makes Sense ». McKinsey on Society. Récupéré le 31 mars 2016 de <http://voices.mckinseysociety.com/benefits-of-higher-education>.
- CBC NEWS. 2015. « Average University Tuition Rises 3,2 % to \$6,191 this Year ». CBC News. Récupéré le 9 septembre 2015 de <http://www.cbc.ca/news/business/university-tuition-average-cost-1.3220538>.
- CONFERENCE BOARD DU CANADA. 2015. « Où travaillent les titulaires de doctorat ? ». Conference Board. Récupéré le 24 novembre 2015 de http://www.conferenceboard.ca/press/newsrelease/15-11-24/0%C3%B9_travaillent_les_titulaires_de_doctorat.aspx.
- . 2016. « Titulaires de doctorat. Les performances du Canada ». Conference Board. Récupéré le 17 mars 2016 de <http://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/education-fr/phd-fr.aspx>.
- EKKLESIA. 2016. « University of Stirling to Close Pioneering Religion Department ». Récupéré le 5 avril 2016 de <http://www.ekklesia.co.uk/node/22005>.
- FERGUSON, N. 2014. *Civilisations : l'Occident et le reste du monde*. Traduit de l'anglais par Pascale-Marie DESCHAMPS. Paris : Éditions Saint-Simon.
- FIGARO ÉTUDIANT. 2015. « Japon : jugées inutiles, 26 universités de sciences humaines et sociales vont fermer ». Le Figaro. Étudiant. Récupéré le 18 septembre 2015 de <http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/japon-jugees-inutiles-26-universites-de-sciences-humaines-et-sociales-vont-fermer-16801>.
- FITZGERALD, Timothy. 2000. *The Ideology of Religious Studies*. Oxford : Oxford University Press.
- FRENETTE, Marc et Krityn FRANK. 2016. « Gains des diplômés postsecondaires selon le domaine d'études détaillé ». Aperçus économiques, Statistique Canada. Récupéré le 11 mars 2016 de <https://www.statcan.gc.ca/fra/debut>.
- GARCEAU, Josée. 2012. *La cohabitation des générations*. Montréal : Éditions La Presse.
- GARDAZ, Michel. 2006. « Religious Studies in Canada : The Past Meets the Present ». *Studies in Religion / Sciences religieuses*, vol. 35, no 3/4, p. 383–387.
- LAPERRIÈRE, Émilie. 2016. « La créativité pour accueillir la génération Y ». *La Presse + Affaires*, 11 mars.
- LAROCHE, Jean-Marc et Guy MÉNARD, (dir). 2001. *L'étude de la religion au Québec : bilan et prospective*. Québec : Presses de l'Université Laval.

- LEDUC, G. 2014. « Perspectives du marché du travail : 2 diplômés, 100 offres d'emploi ! ». La Presse. Récupéré le 31 janvier 2014 de <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201401/30/01-4734198-perspectives-du-marche-du-travail-2-diplomes-100-offres-demploi.php>.
- LEDUC, Louise. 2016. « Quel avenir pour l'Université de Montréal ? ». La Presse. Récupéré le 22 mars 2016 de http://plus.lapresse.ca/screens/2b2a439a-7b68-4992-aea1-b1fc5d25bba_0.html.
- MAILLARD, Matteo. 2015. « Le Japon va fermer 26 facs de sciences humaines et sociales, pas assez "utiles" ». Le Monde. Récupéré le 17 septembre 2015 de http://www.lemonde.fr/universites/article/2015/09/17/japon-vingt-six-universite-s-comptent-fermer-leurs-facultes-de-sciences-humaines-et-sociales_4760695_4468207.html.
- PEW RESEARCH CENTRE. 2014. « The Growth in Student Debt ». Récupéré le 7 octobre 2014 de <http://www.pewsocialtrends.org/2014/10/07/the-growth-in-student-debt>.
- PARENT, Stéphane. 2015. « Rayer les dettes d'études des étudiants canadiens par des bourses ». Radio-Canada International. Récupéré le 4 septembre 2015 de <http://www.rcinet.ca/fr/2015/09/04/rayer-les-dettes-detudes-des-etudiants-canadiens-par-des-bourses>.
- Postsecondary Student Information System, 2004–2013. 2016. « Enrolments in Humanities Is Losing Ground ». *Statistique Canada*. Récupéré le 11 avril 2016 de <https://www.statcan.gc.ca/eng/survey/business/5017>.
- ROUSSEAU, Louis et Michel DESPLAND. 1988. *Les sciences religieuses au Québec depuis 1972*. Canadian Corporation for Studies in Religion / Corporation canadienne des sciences religieuses. Waterloo : Wilfrid Laurier University Press.
- SALVET, Jean-Marc. 2015. « Déficits : les universités québécoises atteignent un nouveau sommet ». La Presse. Récupéré le 12 février 2015 de <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201502/11/01-4843450-deficits-les-universites-quebecoises-atteignent-un-nouveau-sommet.php>.
- SCHWAB, Klaus. 2016. *The Fourth Industrial Revolution*. New York : World Economic Forum.
- SCHWARTZ, Daniel. 2015. « The Economics and Politics of Student Loans and Grants ». CBC News. Récupéré le 10 septembre 2015 de <http://www.cbc.ca/news/business/canada-election-2015-student-debt-1.3214816>.
- SMITH, Jonathan Z. 2014. *Magie de la comparaison : Et autres études d'histoire des religions*. Choix de textes, introduction et traduction de Daniel BARBU et Nicolas MEYLAN. Préface de Philippe BERGEAUD. Genève : Labor et Fides.
- SRIGLEY, Ron. 2015. « Dear Parents : Everything You Need to Know About Your Son and Daughter's University But Don't ». LA Review of Books. Récupéré le 9 décembre 2015 de <https://lareviewofbooks.org/essay/dear-parents-everything-you-need-to-know-about-your-son-and-daughters-university-but-dont>.
- STAUSBERG, Michael. 2008. « The Study of Religion(s) in Western Europe (II) : Institutional Developments After World War II ». *Religion*, vol. 38, no 1, p. 305–318.

Michel GARDAZ

— . 2009. « The Study of Religion(s) in Western Europe III : Further Developments After World War II ». *Religion*, 39, p. 261–282.

WEISENTHAL, Joe. 2016. « Davos Boss Warns Refugee Crisis Could Be Precursor to Something Much Bigger ». Bloomberg.com. Récupéré le 18 janvier 2016 de <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-01-18/wef-boss-schwab-warns-commodities-rout-could-spur-more-migration>.

Abstract : The academic and literary career of Guy Ménard coincided with the Golden Age of Religious Studies in Quebec. This discipline has developed considerably since the late 1960s. However, there are now fewer programs in all of Quebec universities. Is this decline attributable to demographic factors ? Is it caused by the Millennials ? Or is it due to the ever changing intellectual fashion (the famous Anglo-Saxon “trends”) of the day? Or is it because of macroeconomic trends ? Or because of student debts and those of universities ? In short, what is the future of Religious Studies in Quebec ?

Keywords : religious studies, humanities, university programs, economy, Canada, Quebec
